

GT EMPLOIS À LA DGDDI : LE CLASH AVANT LA RUPTURE ?



Le groupe de travail annuel consacré à l'emploi en douane n'a pas pu aller à son terme. Nos craintes se sont confirmées : **le Directeur général ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur les décisions gouvernementales concernant les effectifs**, et peine également à se faire entendre sur les enjeux de rémunération et d'attractivité. Face à un exercice manifestement stérile, où notre présence n'aurait servi qu'à cautionner une discussion sans perspectives concrètes, **l'UNSA Douanes a décidé de quitter la séance**. L'ensemble des autres organisations syndicales représentatives a fait de même.

RETOUR VERS LE FUTUR

En 2024, lorsque ce GT s'appelait encore « Emplois – Missions – Attractivité », nous avons formulé plusieurs demandes sur ces trois thématiques ([déclaration 2024 à consulter ici](#)). Deux ans plus tard, quel bilan dresser ?

→ Les Emplois : -11 ETP au global

Le constat est sans appel. Plus inquiétant encore : la baisse du nombre d'agents formés par la DNRFP, compensée par des recrutements externes. **Une gestion à court terme**, qui masque artificiellement la dégradation du schéma d'emplois.

Pour rendre cette dégradation moins visible, la DG a opéré un changement de paradigme : les **ER (effectifs de référence)**, qui permettaient d'évaluer les besoins réels, sont **remplacés** par les **EPC (emplois physiques cible)**, qui ne reflètent que la répartition des moyens disponibles... **Bref, on entretient la pénurie.**

→ L'attractivité : le néant

La DGDDI colmate avec des rustines. Elle a d'ailleurs reçu l'ordre de refuser la demande syndicale unanime de l'été 2024 visant à ouvrir des négociations sur les rémunérations. Plus récemment, **un symbole du mépris** envers la douane s'est illustré : l'enveloppe budgétaire obtenue pour la prime Chef d'équipe, présentée comme un « *effort considérable* » selon nos dirigeants douaniers, ne représente pourtant **que 0,12% du budget global** de la DGDDI. **Soit une goutte d'eau qui ne fait pas océan dans les limbes ministérielles.**

La **seule ouverture** apparue ce jour concerne **l'offre sociale**, pour laquelle une séance de travail commune est envisagée... au second semestre.

→ Les Missions : l'Administration de la Frontière reléguée

La Douane, administration de la frontière, a disparu des priorités. Seule la sécurité alimentaire s'est ajoutée, sans renforts significatifs. Le Contrat d'objectifs 2022-2025 s'est achevé sans innovation notable. Quant au « *Plan Douanes Massif* », prévu notamment pour muscler la réponse contre les narcotrafics, nul ne sait où il nous mènera.

Pendant ce temps, **la charge de travail explose sur les missions régaliennes**. Les parlementaires votent l'achat massif de scanners, mais oublient les effectifs nécessaires pour les exploiter. Résultat : **sur 2 millions de ciblage en 2025, seuls 10 % ont donné lieu à un contrôle. Un gouffre.**



Dans ces conditions, nous refusons de participer à un simulacre de dialogue social et réaffirmons notre exigence d'un engagement réel du gouvernement sur les moyens humains et financiers indispensables au fonctionnement du service douanier. **Le climat social s'annonce bien sombre à Montreuil...**



GT EMPLOIS À LA DGDDI : LE CLASH AVANT LA RUPTURE ?

UN POINT DE RUPTURE

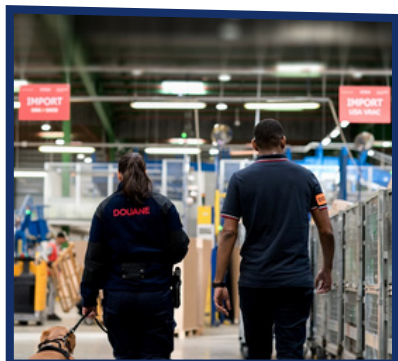
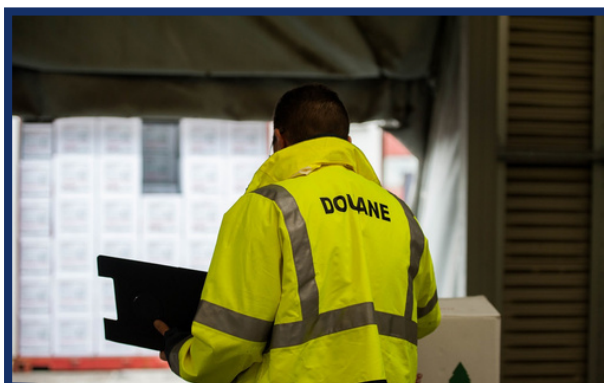
Dans notre intervention en ouverture de séance (à [retrouver ici](#)), nous alertions sur un point de rupture imminent : **les agents s'épuisent, les missions explosent, les effectifs stagnent** et les seules réponses apportées sont des éléments de langage et des statistiques. Pendant que d'autres ministères obtiennent des revalorisations massives, la douane se voit opposer des refus secs et méprisants. **Nous ne l'accepterons plus.**

➔ NOS EXIGENCES :

L'attractivité n'est pas un slogan. La santé des agents n'est pas une variable d'ajustement. Les missions régaliennes ne sont pas négociables. Nous exigeons l'ouverture de négociations sur :

- LA RÉMUNÉRATION,
- LE DÉROULEMENT DES CARRIÈRES,
- LES EMPLOIS ET LES RECRUTEMENTS,
- L'ATTRACTIVITÉ,
- L'OFFRE SOCIALE,
- LES CONDITIONS DE TRAVAIL,
- ET LES MOYENS OPÉRATIONNELS.

Nous exigeons également la fin du double discours entre les tribunes politiques et la réalité vécue dans les services.



« derrière chaque chiffre, chaque indicateur, il y a des femmes et des hommes qui tiennent la douane debout. Et ils n'accepteront plus d'être traités comme des supplétifs silencieux. »

LA DOUANE MÉRITE MIEUX. LES DOUANIERS MÉRITENT MIEUX. ET NOUS SERONS LÀ, AVEC DÉTERMINATION, POUR L'OBTENIR.

